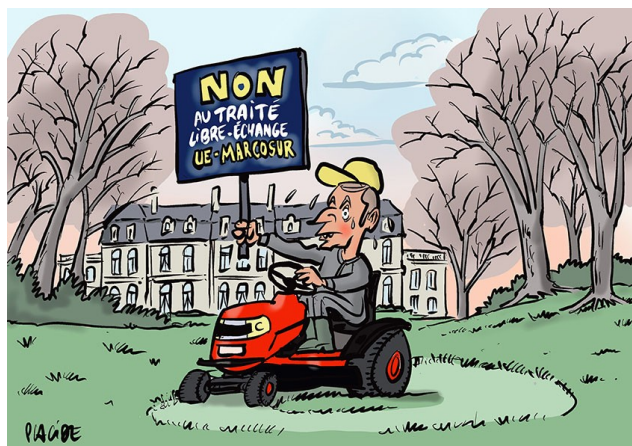


### UNE CRISE SYSTEMIQUE !



La mobilisation des chef-fe-s d'exploitations agricoles et de leur allié-e-s a pour racine la baisse des revenus de la majorité des « agriculteur-trice-s », producteurs primaires. Ce sont les conséquences des traités de libre-échange (CETA, MERCOSUR, ...) et des orientations de la PAC depuis 2003 imposées par l'OMC avec la libéralisation des marchés et le découplage des aides publiques. Ainsi le capitalisme, avec son système productiviste, exploite les travailleurs-euses de l'agriculture qu'ils soient chef-fe-s d'exploitations ou salarié-e-s dans le monde entier. Il détruit les communautés rurales et leurs

environnements, externalise les coûts sociaux et environnementaux. Les prix agricoles sont soumis à la spéculation effrénée et aux dictates de la grande distribution. Les conséquences pour nos agriculteurs sont catastrophiques : épuisement, misère, suicide... selon les principes de privatisation des profits et de socialisation des pertes.

Depuis la pandémie du Covid, les industriels de l'agro-alimentaire, la grande distribution, les banques et les fonds d'investissements ont intensifié leurs spéculations sur les denrées agricoles et leur accaparement des terres. Ils sont donc les responsables des crises alimentaires dans les pays les plus fragiles et de la forte inflation en Europe.

Le dérèglement climatique conduit à l'augmentation de la fréquence des aléas météorologiques dont les sécheresses, les canicules, l'irrégularité de la pluviométrie, les tempêtes... Les impacts sur les productions agricoles nécessitent d'adapter ou de revoir les systèmes agraires, dont ceux consommateurs d'eau en période estivale.

### LES RESPONSABLES DE L'AGROBUSINESS NE SONT PAS NOS ALLIES

Dans une logique d'accaparement des ressources naturelles, certains business-men de l'agriculture et leurs syndicats productivistes hégémoniques, relayés par les médias patronaux, tentent d'instrumentaliser cette crise systémique en demandant la poursuite de la dérégulation des normes réglementaires sociales et environnementales. Ceux-ci ne sont pas nos alliés et leurs actions violentes contre nos services publics à Agen, Carcassonne et Narbonne démontrent leurs réelles intentions.

Pourtant, plus que jamais, l'urgence d'une transition écologique et la réponse à une demande sociétale plus verte, plus éthique et surtout "qualitative" exigent une puissance publique forte ! Déréguler et diminuer nos exigences serait un aveu de faiblesse face à l'agrobusiness. Ne sacrifions pas les paysannes qui œuvrent déjà en ce sens à une loi du marché qui leur sera fatale !

## DES SYNDICATS PATRONAUX AU SERVICE DU CAPITAL ET DE LA REACTION

Le syndicat patronal majoritaire, la FNSEA et la version ultra-réactionnaire d'extrême droite la Coordination Rurale n'ont de cesse de demander les aides publiques (PAC, exonération de charges sociales, abattements fiscaux), soit la solidarité nationale, tout en voulant s'affranchir du contrôle du bon usage de ces deniers publics. Ils rejoignent en cela les représentants des patrons du MEDEF qui ne veulent de l'État que l'argent des contribuables.

Ainsi, ces entités n'ont eu de cesse par leurs votes et leurs prises de positions publiques d'accompagner toutes les politiques d'austérité budgétaire conduisant à la suppression des postes des services publics de l'agriculture, de l'alimentation, du travail, des lois sociales et de l'environnement. Ils ont également appuyé le transfert du deuxième pilier de la PAC (les aides non-surfacières) et les aides à l'installation aux Régions.

## UN LOBBYING PUISSANT ET UN GOUVERNEMENT AUX ORDRES

### LA FNSEA, PORTE-PAROLE DE L'AGROBUSINESS



La [FNSEA](#), l'[ANIA](#) et leurs alliés de l'Agrobusiness européen dont le [COPA COGECA](#) influent par leurs réseaux et leurs lobbying sur les politiques publiques. Ils servent leurs intérêts privés au détriment de l'intérêt public. Ainsi notre ministère est sous le joug permanent de leurs pressions dans tous les domaines : politique agricole et alimentaire, enseignement technique et supérieur, recherche... Le gouvernement actuel a ainsi, à plusieurs reprises, désavoué ses services ou est resté silencieux face aux attaques contre nos

collègues et les services publics. Par exemple, l'actuel Ministre de l'agriculture [a contredit publiquement des expertises de l'ANSES](#) sur des sujets de santé publique à propos de phytocide. Rappelons qu'il exerce la cotutelle de cet établissement public. Et que dire des orientations de l'enseignement agricole où l'objectif affiché "d'enseigner à produire autrement" n'accouche que d'une souris puisque les actions pédagogiques sont systématiquement contrecarrées par le lobbying de l'agrobusiness. Ainsi va le ministère de l'Agriculture et pour certains agriculteurs !

## LA REDUCTION DES SERVICES PUBLICS IMPACTE LES AGRICULTEURS LES PLUS FRAGILES

La suppression des postes, la privatisation ou le transfert des missions ont très fortement impacté les services du MASA et de ses établissements publics en charge de l'accompagnement et de l'instruction des dossiers d'aides.

Par exemple, la mise en place des téléprocédures sans accueil physique et la réduction des accueils téléphoniques dans les services d'économie agricole des **DDT(M)** ont, de fait, supprimé l'accompagnement des responsables des petites exploitations agricoles. Les agents ont perdu le sens de leur travail et ne croient plus à la notion du service public. La réforme actuelle de la PAC accentue le mal-être dans les services. Instruction complexe du fait d'outils dysfonctionnant, ordres et contre-ordres, délais insoutenables, pression du résultat et communication publique mensongère, voilà le quotidien des agents du MASA en services déconcentrés.

Le transfert aux Régions des aides à l'installation aux jeunes agriculteurs, a induit un manque d'accompagnement. D'ailleurs certains renoncent même aux aides. Ils se retrouvent désormais totalement désarmés face à la complexité des démarches administratives. Ils n'ont pas les moyens de

faire appel à des cabinets spécialisés pour le montage des dossiers d'aides comme ceux de la PAC.

A l'**Agence de Service et de Paiement**, la suppression des postes et la précarisation des agents chargés du contrôle PAC, avec l'automatisation des procédures via la télédétection, ont déshumanisé les contrôles, conduit à des situations kafkaïennes et rallongent les délais d'instruction et donc de versement des aides.

Dans les **DD(ETS)PP**, l'externalisation des contrôles sanitaires aux industries agro-alimentaires et des commerces de détail à de sociétés privées conduit à une succession de [scandales sanitaires](#) ( [LACTALIS](#), [BUITONI](#)...) mettant en jeu la santé de milliers de personnes.

## SOUTIEN AUX COLLEGUES DES SEA, DE L'ASP, DE LA MSA...

Nos collègues de ces services comme ceux de la MSA ou de l'inspection du travail sont confrontés quotidiennement au désarroi et à la souffrance des exploitants agricoles en difficultés. Nos collègues les accompagnent et participent aux dispositifs d'alerte et de prévention des suicides. Nos collègues, en sous effectifs, avec des outils informatiques défaillants, subissent également cette crise et doivent mettre en œuvre les annonces des gouvernements successifs sans aucun moyen supplémentaire.



## COLÈRE SOCIALE : DEUX POIDS, DEUX MESURES

Comment comprendre donc les propos haineux et les actes de violences assumés de certains chef.fe.s d'exploitations agricoles et de responsables syndicaux ? Quant au gouvernement, nous attendons toujours les déclarations de soutien aux collègues et aux services touchés par ces actions inadmissibles. Nous gardons en mémoire la violente répression et les discours médiatiques haineux que nous avons dû supporter lors de nos mobilisations contre les réformes de régression sociale de ce même gouvernement !

## MOBILISONS-NOUS POUR NOTRE ALIMENTATION ET NOS REVENUS

Les enjeux agricoles et alimentaires appellent une autre politique mondiale et européenne garantissant les revenus de tous les acteurs-actrices, le respect des droits des communautés rurales, le partage des terres, la prise en compte des enjeux environnementaux et climatiques, une alimentation de qualité accessible à tous et toutes. Pour cela, il faut sortir notre alimentation des griffes de l'agrobusiness et de la grande distribution !

En ce sens, nous rejoignons les propositions de la plate-forme inter-associative du "[collectif nourrir](#)".



## CONVERGENCE DES LUTTES AVEC NOS ALLIES

La CGT Agri porte depuis de nombreuses années, avec d'autres composantes de la [CGT](#), avec [l'Elan Commun](#), avec la [Confédération Paysanne](#) et le [MODEF](#), des propositions concrètes pour une autre PAC [Découvrir nos orientations en matières de politique agricole et alimentaire](#).

Si ces questions relèvent de l'intérêt général et du bien commun, alors il est nécessaire, entre autres, de renforcer le service public de l'agriculture et de l'alimentation afin d'accompagner tous les chefs d'entreprises agricoles dans leurs démarches pour une transformation de l'agriculture et de l'alimentation au service de tous-tout-e-s.

Sur ces bases nous appelons tous nos collègues du MASA et de ces établissements publics à s'associer aux initiatives de convergences avec les paysans travailleurs, telles que les avait initiées le regretté [Bernard Lambert](#), un des fondateurs de la Confédération Paysanne.

**Paysan.ne.s, salarié.e.s, étudiant.e.s, privé.e.s d'emploi, mobilisons-nous pour l'augmentation de nos revenus, l'amélioration de nos conditions de vie et au travail contre l'accaparement du vivant et du fruit de notre travail par les capitalistes !**

**Vous ne voulez pas en rester là ?**

**Ensemble, dans le syndicat, nous serons plus forts !**

**Contactez la CGT Agri Rejoignez la CGT Agri**

**[cgt.agri@agriculture.gouv.fr](mailto:cgt.agri@agriculture.gouv.fr) ou 01.49.55.55.89**